

STRUCTURES DES PRIX INTERNATIONAUX ET PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT

Peter Hill

1979, 2007

Éditions de la Commission des comptes nationaux et des statistiques économiques
Département des affaires économiques et statistiques, Ottawa, 1979. 197 pages, 10,00 \$.
Reproduction autorisée par le Service de la diffusion des documents parlementaires
du Parlement du Canada.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	146
I. Données de base et méthodologie	146
II. Les PPA et la dépense réelle en 1980	149
III. Structure des prix relatifs dans les pays de l'OCDE	154
IV. Niveaux comparatifs des prix et PIB réel par habitant	158
V. Niveau des prix, parité des pouvoirs d'achat et taux de change	166
Conclusions	170
Bibliographie	172

L'auteur, Chef de la Division des Statistiques économiques et des comptes nationaux du Département des Affaires économiques et statistiques, remercie les membres de sa Division, et notamment John Dryden et David Roberts, pour leurs observations et suggestions. Il remercie également Bernard Menendez, qui a préparé les principaux tableaux servant de base à cette étude. Il a, en outre, bénéficié d'une utile discussion avec Robin Marris.

INTRODUCTION

Cette étude a pour but de présenter de nouvelles informations au sujet du niveau des prix dans divers pays de l'OCDE. Ces données résultent d'une récente recherche sur les parités de pouvoir d'achat (**PPA**) dans la majorité des pays de l'OCDE en 1980 (cf. Ward 1985). Les calculs effectués montrent que lorsqu'on convertit en une même unité monétaire, à l'aide des taux de change qui s'établissent sur le marché, les prix observés dans divers pays, les moyennes nationales ainsi déterminées ne concordent pas toujours. En fait, les prix des biens et des services qui entrent dans la dépense finale peuvent en moyenne être jusqu'à deux fois plus élevés dans certains pays de l'OCDE que dans d'autres. Il existe, de même, d'importantes différences en ce qui concerne la structure des prix relatifs, ceux des services – y compris les services rendus par les administrations publiques – pouvant être, dans certains pays de l'OCDE, jusqu'à deux fois plus élevés que dans d'autres par rapport au niveau moyen des prix. L'étude présente les écarts de prix considérables observés entre divers pays de l'OCDE et en examine les rapports avec les différences de **PIB** réel par habitant. Les résultats obtenus s'expliquent du fait que les **PPA** – tout au moins au niveau de la dépense finale – ne concordent pas, en général, avec les taux de change du marché, leur divergence d'un pays à l'autre présentant une relation systématique avec l'écart des **PIB** réels par habitant.

1. DONNÉES DE BASE ET MÉTHODOLOGIE

On peut comparer le prix et le volume des biens et des services vendus dans divers pays, tout comme on le fait pour ceux qui sont vendus dans un même pays à des moments différents, afin de mesurer l'inflation et la croissance réelle. La méthode utilisée pour les comparaisons internationales est, en général, la même que pour les comparaisons intertemporelles : elle consiste à collecter directement des informations sur les prix et à corriger, à l'aide des indices ainsi calculés, la valeur des

agrégats de dépense correspondants, afin d'en établir le volume. Le fait que, d'un pays à l'autre, les prix soient exprimés en unités monétaires différentes ne crée pas de difficultés, mais affecte la grandeur des mesures résultant des calculs. Que l'on compare, dans un même pays, l'évolution des prix dans le temps, ou que l'on procède à cette comparaison dans l'espace à un même moment, la méthode est fondamentalement la même : définir un ensemble précis de biens et de services dont on collecte les prix dans l'une et l'autre situation, calculer les rapports de prix qui en résultent et en faire la moyenne pour aboutir à un indice global.

On peut illustrer, à l'aide des exemples simples ci-après, l'analogie des comparaisons de prix internationales et intertemporelles. En **1983**, l'indice des prix dérivé du PIB des Etats-Unis était **122** sur la base **100** en **1980**, ce qui signifiait qu'en moyenne il fallait **1** dollar **22** cents pour acheter le panier de biens et de services finals que l'on payait un dollar en **1980**. De même, si l'on prenait pour base le PIB des Etats-Unis en **1980**, la PPA du PIB français était alors de **5.24** francs par dollar ; autrement dit, en **1980**, il fallait en moyenne **5.24** francs pour acheter en France le panier de biens et de services finals que l'on payait un dollar aux Etats-Unis. La PPA a donc la même signification qu'un indice de prix intertemporel : elle montre combien il faut d'unités monétaires, dans une situation donnée, pour acheter la quantité de biens et de services que l'on acquiert à l'aide d'une unité monétaire dans une autre situation. Bien entendu, ces calculs posent tous les problèmes que soulèvent habituellement les indices, mais ces difficultés sont en principe les mêmes pour les comparaisons internationales que pour les comparaisons intertemporelles, qui nous sont plus familières.

Une autre méthode de comparaison internationale des niveaux de prix consisterait à convertir tous ceux d'un pays dans la monnaie de l'autre, à l'aide du taux de change au comptant, avant de calculer un indice de prix international qui, dès lors, serait très proche du classique indice de prix intertemporel, puisque ce serait un nombre abstrait, indépendant de toute unité monétaire. Bien entendu, diviser tous les prix en vigueur dans un pays par le taux de change revient à un simple changement d'échelle qui ne modifie que l'unité servant à exprimer le résultat du calcul, sans affecter la comparaison des prix eux-mêmes. Sous cette forme, toutefois, on peut interpréter l'indice comme une mesure de l'écart des pouvoirs d'achat d'une monnaie d'un pays à l'autre, au taux de change en vigueur. On présentera, ci-après, de tels indices sous la dénomination « indices de prix internationaux », pour les distinguer des PPA.

Les indices de prix varient selon le champ que couvre l'ensemble des biens et des services qui leur sert de base, chacun de ces ensembles ayant son indice propre. Ces écarts sont, en général, plus prononcés lors des comparaisons internationales

que lors des comparaisons intertemporelles, la structure des prix relatifs différant beaucoup plus d'un pays à l'autre que d'une année à la suivante au sein d'un même pays. Entre deux pays donnés, les **PPA**, ou les indices de prix internationaux, peuvent s'écarter considérablement, même dans le cas de grands agrégats tels que les biens et les services, ou la consommation et l'investissement. L'un des objectifs principaux de la présente étude est de saisir ces écarts et d'analyser certaines de leurs conséquences. Compte tenu de ces écarts des prix relatifs, la structure de la dépense finale – par exemple, la part du P18 représentée par la formation de capital ou la dépense publique – peut se trouver profondément modifiée lorsqu'on réévalue toutes les dépenses à l'aide d'un ensemble de prix constants internationaux, aux fins d'une comparaison internationale.

La section qui suit présente sommairement les données de base, portant sur les prix et la dépense, qui résultent de l'enquête de l'OCDE sur les **PPA** de **1980**. Les calculs effectués ayant déjà fait l'objet d'une description détaillée [Ward(1985)], la méthodologie utilisée sera seulement résumée. On observera qu'en ce qui concerne les douze pays Membres de la CEE, les **PPA** ont, en fait, été calculées par l'Office Statistique des Communautés européennes (Eurostat) et incorporées en bloc, sans modification, dans l'étude de l'OCDE [on trouvera une description détaillée du programme de la CEE dans Eurostat (1983)]. L'OCDE exprime sa reconnaissance à Eurostat pour son importante contribution à son propre programme. En fait, sa participation à ce projet ayant été tardive, l'OCDE n'a pu recueillir que de manière rétrospective les données concernant ses principaux pays Membres non-européens, à savoir les Etats-Unis, le Canada et le Japon, ce qui avait inévitablement pour effet de limiter, dans une certaine mesure, les chiffres disponibles et a pu éventuellement affecter la qualité des résultats obtenus pour certaines catégories de dépenses.

Les résultats présentés plus loin pour les années **1981 à 1984** ont été obtenus par extrapolation à partir des **PPA** de **1980**, année de référence, et du taux de hausse des prix relatifs des catégories de dépense en cause dans les divers pays couverts par l'étude. Si l'on peut s'attendre à obtenir de cette façon des résultats tout à fait fiables d'une année sur l'autre, il se peut que sur une période de plusieurs années elle donne lieu à des erreurs cumulatives. Il convient donc d'accueillir avec prudence les résultats relatifs aux années les plus récentes, à savoir **1983** et **1984**. Enfin, il convient d'observer que l'OCDE a actuellement entrepris, en collaboration avec Eurostat, un nouveau programme important, visant à établir pour **1985** des **PPA** pour la quasi-totalité de ses pays Membres ; on en escompte une sensible amélioration de la qualité des données de base, portant sur les prix dans certains pays. Il se peut que les résultats de l'étude de **1985**, qui seront disponibles au début de **1987**, entraînent de sensibles révisions des estimations obtenues, pour les années récentes, par extrapolation des résultats de **1980**.

II. LES PPA ET LA DÉPENSE RÉELLE EN 1980

Pour des raisons de commodité, on commencera par résumer les résultats tirés de l'étude des PPA de **1980** en ce qui concerne les principales composantes de la dépense finale. La méthode utilisée consiste, à partir des données de base collectées pour les prix en vigueur dans chaque pays, à estimer une moyenne des prix internationaux dans l'ensemble des pays en cause, c'est-à-dire, en l'espèce, une moyenne des prix pour l'OCDE, que l'on exprime en dollars des Etats-Unis pour des raisons de commodité. On réévalue ensuite, à l'aide de ces prix internationaux, les biens et services entrant dans la dépense finale de chaque pays ; la dépense réelle résultant de ce calcul, exprimée par tête d'habitant, apparaît au tableau 1.

Si les chiffres du tableau 1 résultent de calculs complexes, ils sont faciles à comprendre et à interpréter. Il s'agit, en fait, de données « aux prix constants » du type de celles qui figurent habituellement dans les publications consacrées aux comptes nationaux pour mesurer la variation « réelle » des dépenses dans le temps. La seule différence est que ces prix constants ne sont pas ceux d'un pays déterminé, mais la moyenne des prix de **1980** dans l'ensemble des pays en cause. Ces prix internationaux moyens devant être exprimés dans une unité monétaire donnée, n'importe quelle devise, ou panier de devises, pourrait en principe servir de numéraire. Dans la pratique, c'est le dollar des Etats-Unis que l'on a utilisé ; pour déterminer la valeur du dollar international (servant de numéraire), on a assuré l'égalité du PIB total des Etats-Unis, mesuré à l'aide de cette unité monétaire, et de ce même PIB mesuré en dollars effectifs de **1980**.

Dans le tableau 1 et dans les suivants, on a regroupé les composantes de la dépense intérieure finale entrant dans le PIB, de manière à distinguer les biens des services. Au sein de ces catégories, on distingue également les biens de consommation des biens d'équipement et les services offerts aux consommateurs de ceux que consomment les administrations publiques. Au tableau 1, les valeurs figurant sur la même ligne pour les divers pays sont directement comparables, le rapport de l'une à l'autre représentant un indice de volume de type classique. Ainsi, on voit qu'en termes réels le PIB par habitant était en **1980** plus de deux fois plus élevé aux Etats-Unis qu'en Irlande, tandis que le volume de la construction par habitant était au Japon trois fois plus élevé qu'au Royaume-Uni.

Pour calculer des PPA globales, il faut diviser la dépense par habitant en monnaie nationale par la dépense correspondante en dollars internationaux – qui figure au tableau 1 – opération dont le résultat apparaît au tableau 2. On observera que si pour le PIB des Etats-Unis dans son ensemble la PPA est nécessairement égale à un par suite du numéraire retenu, il n'en est pas de même pour les composantes de

	Belgique	Dane- mark	France	Alle- magne	Grèce	Irlande	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Royaume- Uni	Autriche	Finlande	Norvège	Canada	Japon	Etats- Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Biens de consommation	3397	3146	3275	3827	1873	1783	2745	3705	3372	1667	2783	2515	2838	2371	2844	3967	1764	4277
Construction	1530	1239	1399	1583	864	846	1013	1793	1151	326	882	520	1373	1552	1729	1720	1559	1215
Machines et équipement	546	590	758	834	233	511	421	825	637	181	373	582	786	615	867	1133	1034	1055
Ensemble des biens	5426	4962	5426	6236	2933	3142	4161	6291	5165	2184	4028	3671	4997	4539	5440	6821	4357	6547
Service aux consommateurs	2579	2638	2876	2599	1699	1952	2419	2835	2457	1218	1725	2821	2776	2267	2194	3281	3027	3140
Consommation collective des administrations publiques	1609	2432	1515	1007	740	955	1208	1521	1521	830	571	1869	1154	1685	2426	1312	1051	1885
Ensemble des services	4192	5089	4391	3600	2437	2906	3626	4357	3983	2051	2290	4698	3930	3951	4620	4593	4078	5025
Produit intérieur brut	9436	9831	9780	10200	5097	5480	7788	10626	9316	3832	6353	8253	8625	8641	11325	11615	8414	11447

Tableau 2. Parités de pouvoir d'achat pour le PIB et ses composantes, 1980

Unités monétaires nationales par dollar international

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	Belgique	Dane- mark	France	Alle- magne	Grèce	Irlande	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Royaume- Uni	Autriche	Finlande	Norvège	Canada	Japon	Etats- Unis
Biens de consommation	38,24	8,61	5,65	2,49	42,79	0,577	877	E608	2,48	40,91	67,63	0,539	17,61	5,58	7,09	0,96	286	0,881
Construction	EPOT	6,78	4,58	ZZ4	32,47	0,445	700	Z7Z	47,23	58,40	0,646	14,41	3,86	6,17	1,06	276	0,966	
Machines et équipement	39,78	8,36	6,13	2,57	61,36	0,691	1122	38,67	2,83	55,33	74,10	0,650	18,17	6,96	7,68	0,93	Z08	0,904
Ensemble des biens	37,55	8,15	5,45	Z44	41,77	0,669	86E	36,04	2,57	42,88	66,38	0,564	16,82	5,05	6,89	0,97	264	0,899
Services aux consommateurs	33,80	6,91	4,92	Z3Z	27,69	0,370	608	29,48	ZZ9	Z396	59,33	0,429	12,58	3,90	6,88	1,70	ZZZ	1,143
Consommation collective des administrations publiques	38,90	6,30	5,17	2,38	35,31	0,407	690	40,17	2,80	18,58	67,61	0,383	15,30	3,99	5,39	1,36	BZ	1,114
Ensemble des services	35,72	6,59	5,01	2,34	30,03	0,383	635	33,20	2,48	21,75	61,55	0,410	13,37	3,94	5,63	1,25	214	1,132
Produit intérieur brut	36,61	7,43	5,24	Z3T	35,42	0,461	759	34,59	2,53	31,66	63,65	0,487	15,39	4,52	6,16	1,08	240	1,000
Taux de change <i>Pour mémoire :</i>	29,20	5,64	PZE	1,82	42,60	0,487	866	29,20	1,99	50,10	71,70	0,480	12,90	4,32	4,94	1,17	ZZT	1,000

a

la dépense finale américaine, la structure des prix relatifs internationaux (même exprimée en dollars) n'étant pas identique à ce qu'elle est aux Etats-Unis. Les PPA figurant dans la dernière colonne du tableau 2 font donc apparaître pour chaque catégorie de dépenses le rapport moyen des prix américains aux prix internationaux. On constate, par exemple, que par rapport à la moyenne de la zone de l'OCDE, les prix des biens et surtout ceux des biens de consommation étaient aux Etats-Unis relativement bas, tandis que ceux des services, surtout de ceux qui sont consommés par les particuliers (et qui comprennent les dépenses de santé), étaient relativement élevés.

Avant de procéder à une analyse plus détaillée de la structure des prix relatifs, tant au niveau de chaque pays que sur le plan international, il est utile d'expliquer brièvement comment on peut calculer, à partir des PPA par catégorie de dépense qui figurent au tableau 2, une PPA entre deux pays donnés. On obtient la PPA entre deux pays, pour une catégorie déterminée de la dépense, en divisant simplement l'un par l'autre les deux chiffres correspondants du tableau 2. Ainsi, pour calculer la PPA entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne les biens, il faut diviser 5.45 par 2.44, ce qui donne 2.23 francs par deutschemark. On observera que cette méthode vaut même pour les PPA vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, pour les biens, la PPA entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni est le quotient de 0.99 par 0.564, soit 1.59 dollar par livre. Etant donné l'intérêt considérable que suscitent les PPA en dollars effectifs (c'est-à-dire celles qui se fondent sur les prix américains effectifs, par opposition aux prix internationaux moyens exprimés en dollars), on les fait apparaître, pour plus de commodité, au tableau 3, qui présente le quotient des PPA figurant sur chaque ligne du tableau 2 par la PPA correspondante des Etats-Unis.

Les chiffres figurant aux tableaux 2 et 3 illustrent un des thèmes principaux de la présente étude, à savoir que la structure des prix relatifs comporte des écarts suffisants, d'un pays à l'autre, pour que les diverses catégories de la dépense donnent lieu à des PPA différentes. Si une PPA globale, comme celle qui a pour base le PIB dans son ensemble, peut être utile à bien des égards, elle ne représente qu'une moyenne de PPA différentes pour chacune des composantes de la dépense. Même la simple distinction entre les biens et les services qui entrent dans la dépense finale peut donner lieu à des PPA très différentes. Ainsi, on estimait pour 1980 la PPA entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni à 2.05 dollars par livre (la réciproque de la PPA figurant au tableau 3) en ce qui concerne le PIB dans son ensemble. Toutefois, si pour les biens la PPA s'élevait, comme on le relevait ci-avant, à 1.59 dollar par livre, elle était de 2.76 dollars pour les services, soit près de 75 pour cent de plus, du fait qu'en moyenne le rapport des prix entre la plupart des services et la plupart des biens était nettement plus élevé aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni. Sous l'angle du commerce extérieur, une PPA qui présente un intérêt particulier est celle qui

Tableau 3. Parités de pouvoir d'achat du PIB et de ses composants en 1980

Unités monétaires nationales par dollar des États-Unis

	Belgique	Dane- mark	France	Alle- magne	Grèce	Irlande	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Royaume- Uni	Autriche	Finlande	Norvège	Canada	Japon	États- Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Biens de consommation	43.38	9.77	6.41	2.83	48.55	0.654	995	40.93	2.81	46.41	76.73	0.611	19.98	6.35	8.05	1.07	325	1.00
Construction	35.66	7.09	4.79	2.35	33.98	0.466	733	35.69	2.84	49.42	61.11	0.676	15.08	4.04	6.45	1.11	289	1.00
Machines et équipement	44.03	9.25	6.78	2.85	67.91	0.765	1241	42.80	3.14	61.24	82.01	0.720	20.11	6.59	8.50	1.03	231	1.00
Ensemble des biens	41.78	9.07	6.06	2.72	46.47	0.622	960	40.10	2.86	47.70	73.86	0.627	18.71	5.62	7.67	1.08	294	1.00
Services aux consommateurs	29.58	6.04	4.31	2.03	24.23	0.324	532	25.80	2.01	20.97	51.92	0.375	11.01	3.41	5.15	1.05	194	1.00
Consommation collective des administrations publiques	34.92	5.65	4.64	2.13	31.70	0.366	619	36.06	2.52	16.68	60.70	0.344	13.73	3.59	4.84	1.22	173	1.00
Ensemble des services	31.55	5.82	4.43	2.07	26.53	0.338	561	29.33	2.20	19.21	54.37	0.362	11.82	3.48	4.97	1.10	189	1.00
Produit intérieur brut	36.61	7.43	5.24	2.37	35.42	0.461	759	34.59	2.53	31.66	63.65	0.487	15.39	4.52	6.16	1.08	240	1.00

concerne les biens entrant dans les échanges. On observera toutefois que si les PPA figurant aux tableaux 2 et 3 en ce qui concerne les biens représentent une bien meilleure approximation de celles qui portent sur les biens échangeables que les PPA globales concernant le PIB, cette approximation est loin d'être parfaite. Pour passer des biens qui apparaissent dans ces tableaux aux biens échangeables, il faudrait en exclure la construction et y inclure les biens intermédiaires et les matières premières, ajustements qui pourraient notablement modifier les PPA calculées ; toutefois, ce calcul n'a pu être effectué, faute des données nécessaires.

III. STRUCTURE DES PRIX RELATIFS DANS LES PAYS DE L'OCDE

La structure des prix internationaux moyens qui est à la base du tableau 2 peut servir de référence ou de norme de comparaison pour les prix effectifs d'un pays déterminé. En divisant la PPA qui figure pour chaque catégorie de la dépense dans les colonnes du tableau 2 par la PPA globale valable pour le PIB du pays correspondant, on obtient un indice qui mesure le rapport moyen des prix nationaux aux prix internationaux, en ce qui concerne cette catégorie. Le résultat de ce calcul apparaît au tableau 4. Malgré un niveau élevé d'agrégation, ce tableau permet de constater, non seulement que la structure des prix relatifs varie sensiblement d'un pays à l'autre, mais aussi que cette différence présente une relation systématique avec le niveau du PIB réel par habitant. Pour le démontrer, le plus simple est de calculer une régression des indices des prix relatifs des diverses catégories de la dépense sur le PIB réel par tête, calcul dont les résultats apparaissent au tableau 5.

Les résultats obtenus montrent que les prix des services tendent à augmenter par rapport à ceux des biens à mesure que s'élève le niveau du PIB par tête. Pour faire apparaître l'importance de cet effet, il est intéressant de considérer la valeur des indices des prix relatifs des biens et des services que l'on peut s'attendre à observer pour divers niveaux du PIB réel par habitant. Les régressions calculées conduisent à escompter les valeurs ci-après :

PIB réel par habitant (en dollars de 1980)	4000	6000	8000	10000	12000
Indice des prix relatifs escompté pour les biens	127	119	112	104	96
Indice des prix relatifs escompté pour les services	74	82	89	97	104

Tableau 4. Indices des prix relatifs, 1980
PIB = 100

	Belgique	Dane- mark	France	Alle- magne	Grèce	Irlande	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Royaume- Uni	Autriche	Finlande	Norvège	Canada	Japon	États- Unis
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Biens de consommation	104	116	108	105	121	125	116	104	98	129	106	111	114	124	115	87	119	88
Construction	93	91	87	95	92	96	92	99	107	149	92	133	94	85	100	98	115	96
Machines et équipement	109	113	117	109	173	150	148	112	112	175	116	134	118	132	125	86	87	90
Ensemble des biens	103	110	104	103	118	121	114	104	102	135	104	116	109	112	112	90	110	90
Servicesauxconsommateurs	92	93	94	98	78	80	80	85	91	76	93	88	82	86	96	111	92	114
Consommationcollective des administrations publiques	106	85	99	100	100	88	91	116	111	59	106	79	99	88	88	126	80	111
Ensemble des services	98	89	96	99	85	83	84	96	98	69	97	84	87	87	91	115	89	113
Produit intérieur brut	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: Ce tableau est dérivé du tableau 2 par division des PPA de chaque composante de la dépense finale d'un pays donné, par la valeur de la PPA du PIB global de ce pays. Voir aussi les notes du tableau 1.

Tableau 5. **Régression des indices de prix relatifs sur le PIB réel par habitant en 1980**

PIB réel par habitant en milliers de dollars

Prix relatifs	Coefficients estimés (écarts-types)		r^2
	Constante	Pente	
Biens de consommation	143.6 (8.6)	-3.8 (1.0)	0.49
Construction	125.6 (15.5)	-2.8 (1.7)	0.14
Biens d'équipement	205.4 (15.8)	-9.5 (1.8)	0.65
Ensemble des biens	142.4 (6.5)	-3.9 (0.7)	0.64
Services de consommation	58.9 (6.7)	3.6 (0.8)	0.59
Consommation collective des administrations	61.0 (13.4)	4.0 (1.5)	0.31
Ensemble des services	59.4 (7.3)	3.8 (0.8)	0.58

Si ces indices sont voisins de 100 pour un pays dont le PIB par habitant se situait (en 1980) aux environs de 11 000 dollars, c'est tout simplement du fait que les prix internationaux moyens qui servent implicitement de base de référence sont fortement influencés par ceux des pays les plus importants et les plus riches, tels que les Etats-Unis et l'Allemagne. De manière générale, les résultats obtenus montrent que l'on peut escompter une sensible modification des prix relatifs lorsqu'on passe de pays dont le PIB réel par tête est relativement faible à ceux où il est relativement fort, même au sein d'un groupe de pays assez homogène, comme celui que constitue l'OCDE. Lorsque, par exemple, on passe d'un pays où le PIB par tête est de l'ordre de celui du Portugal à un autre où il est égal à celui des Etats-Unis, on peut escompter, selon les résultats présentés ci-avant, que les prix des services seront en gros plus élevés, en moyenne, de 80 pour cent par rapport à ceux des biens.

Si l'on avait déjà constaté que les services étaient relativement plus chers dans les pays riches, les résultats antérieurement obtenus provenaient, pour l'essentiel, de comparaisons effectuées entre des cas extrêmes représentés, d'une part, par des pays tels que les Etats-Unis et, de l'autre, par les pays en développement les plus pauvres d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. Les résultats présentés ici montrent

que cette relation se maintient remarquablement bien, même dans le cadre d'un groupe de pays beaucoup plus homogène, tels que ceux de l'OCDE, où la variance du PIB réel par habitant est nettement plus faible.

Parmi les raisons avancées pour expliquer ce phénomène, celle que proposent Kravis, Heston et Summers (1982, p. 21) et que reprend Bhagwati (1984, p. 279) semble bénéficier d'une large approbation :

« En première approximation, on peut admettre, pour expliquer ce modèle, que les prix des biens échangeables, qui sont essentiellement des produits de base, sont les mêmes dans les divers pays. Ces prix étant les mêmes dans tous les pays, les salaires payés par les branches d'activité correspondantes doivent varier d'un pays à l'autre en fonction des écarts de productivité, conclusion classique tirée de la théorie ricardienne des échanges. Dans chaque pays, c'est le niveau des salaires qui s'établit dans les branches produisant des biens échangeables qui détermine celui des autres branches, produisant principalement des services. Les écarts internationaux de productivité étant plus faibles dans les branches en cause, les bas salaires payés dans les pays pauvres par les branches à faible productivité d'où sont issus les biens échangeables valent également pour les activités de services et des autres branches produisant des biens non échangeables, dont la productivité est bien moins faible. Il s'ensuit que, dans les pays à faible revenu, les prix des services et autres biens non échangeables sont bas. »

Cette explication est un peu raffinée et développée dans une étude ultérieure de Kravis et Lipsey (1983), qui signaient que l'on en trouve des versions plus anciennes chez Harrod (1933, chap. IV), Balassa (1964) et Samuelson (1964) et que l'idée en remonte à Ricardo. Le rapport entre les prix relatifs des biens et des services et le PIB par habitant est examiné dans des études plus récentes, dues à Samuelson (1984), Bhagwati (1984), Kravis (1984) et Marris (1984). Ce dernier développe l'argumentation résumée ci-avant en soulignant que les possibilités d'échange sont essentiellement tributaires des coûts de transport, qui sont en général extrêmement élevés dans le cas de transactions portant sur des services, effectuées entre résidents et non-résidents. La plupart des services se caractérisent notamment, sous l'angle économique, par la nécessité d'un contact direct entre le producteur et le consommateur au moment où a lieu la production [cf. Hill (1977)]. Si parfois le producteur se déplace, c'est bien plus souvent le consommateur qui doit se rendre sur les lieux où travaille le producteur, comme dans le cas de services tels que la santé, l'enseignement, les loisirs, la réparation automobile et beaucoup d'autres. Si rien n'interdit, dans le cas de la plupart des services, les transactions internationales entre résidents et non-résidents, les coûts de transport sont en général très élevés pour l'un ou l'autre des intéressés.

Bhagwati (1984, p. 281) cherche à dépasser une argumentation fondée sur « le cadre ricardien, trop limitatif, où n'existe qu'un seul facteur de production, le travail) pour aborder le problème à partir d'une « analyse de l'équilibre général, familière aux théoriciens des échanges internationaux» (ibid.). Son argumentation suppose toutefois que les pays qu'il s'agit de comparer sont économiquement très différents l'un de l'autre, en ce sens que « leurs dotations de facteurs comparées s'écartent suffisamment pour leur interdire d'avoir le même rapport entre salaire et loyer et donc d'appartenir au même cône de diversification (selon la classification de McKenzie-Chipman). Dans le cas de deux pays ou groupes de pays dont le PIB par habitant se situe à des niveaux voisins, nous escompterions donc des valeurs faibles pour les diverses corrélations qu'explique notre étude» (Bhagwati, 1984, p. 285). Cependant, les résultats obtenus à l'OCDE donnent à penser qu'il n'est pas nécessaire que les dotations de facteurs soient extrêmement différentes ; ainsi, les services sont relativement plus chers aux Etats-Unis et au Canada que dans des pays comme la France et l'Allemagne, où le PIB réel par habitant n'est que légèrement inférieur, et plus chers relativement dans ces derniers pays qu'en Italie ou en Grèce, qui ne se situent pas beaucoup plus bas dans l'échelle des revenus.

Bien entendu, le rapport entre les prix relatifs des biens et des services dans les pays de l'OCDE n'est nullement exact, et l'on peut observer des divergences intéressantes. Ainsi, sur la base des relations transversales que nous envisageons, les prix des services semblent anormalement élevés en Espagne, et ceux des biens en Norvège. Les prix des biens de consommation (mais non ceux des biens d'équipement) sont anormalement élevés au Japon, et ainsi de suite. Enfin, on observera qu'aux Etats-Unis et au Canada les prix des services sont, non seulement élevés par rapport aux autres pays (comme on pouvait s'y attendre, vu le niveau de leur PIB par habitant), mais qu'ils le sont plus encore qu'on ne pourrait le prévoir à partir des relations transversales que nous envisageons.

IV. NIVEAUX COMPARATIFS DES PRIX ET PIB RÉEL PAR HABITANT

Le tableau 6 fait apparaître les indices internationaux de prix calculés, pour chaque catégorie de biens et de services, sur la base 100 pour les Etats-Unis. Comme on le disait ci-avant, on obtient ces indices en convertissant les prix en vigueur dans chaque pays en une monnaie commune (qui est ici le dollar des Etats-Unis), à l'aide du taux de change s'établissant sur le marché. A tout instant (si

Tableau 6. Indices des prix internationaux basés sur les États-Unis, 1980

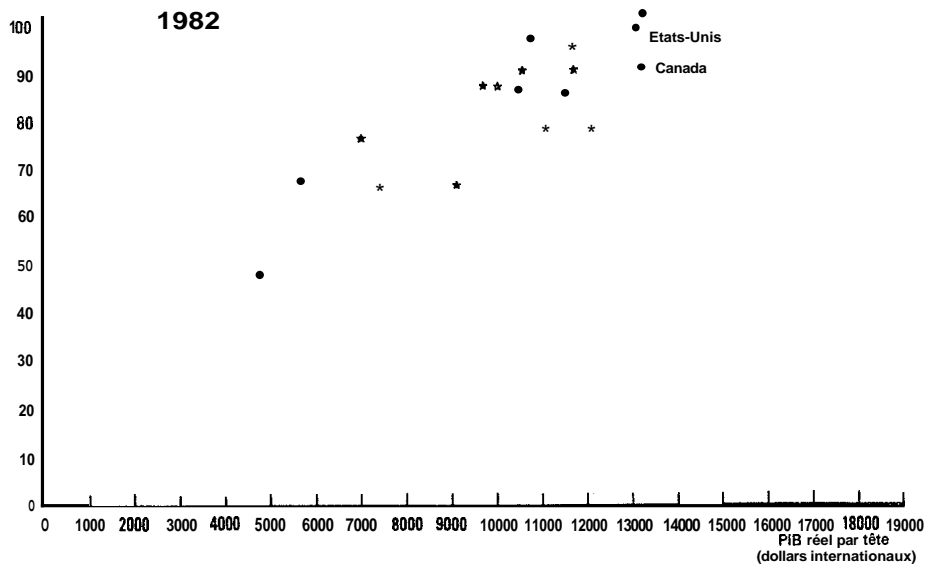
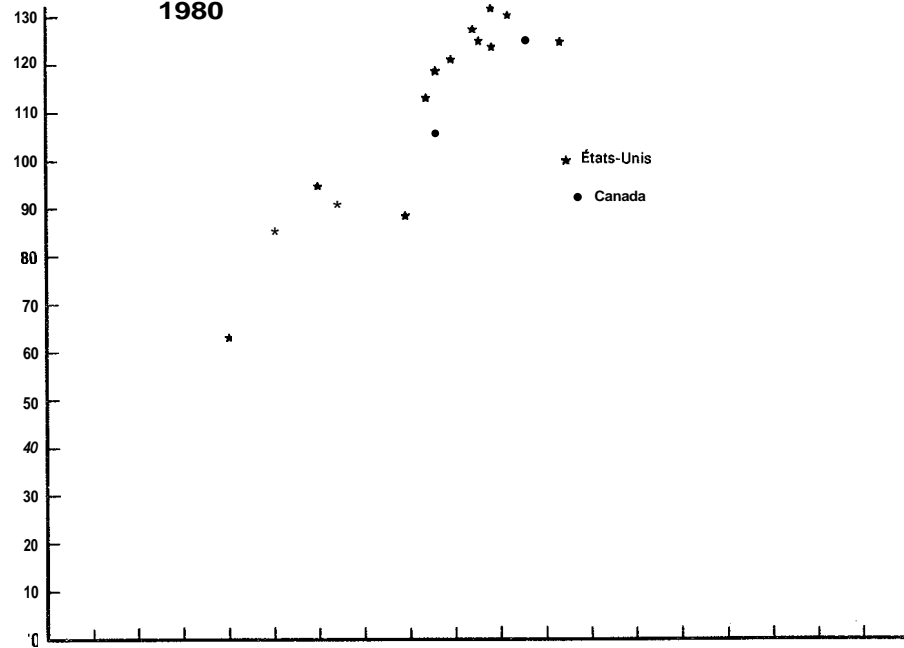
États-Unis	Belgique	Danemark	France	Allemagne	Grèce	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Royaume-Uni	Autriche	Finlande	Norvège	Canada	Japon	États-Unis
1	2	3	4	4	4	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
143	173	152	155	114	134	116	140	141	93	107	142	155	147	163	92	143	100	100
143	126	113	129	80	96	86	122	143	99	86	157	117	94	131	95	143	100	100
151	164	160	157	169	157	145	147	158	122	114	167	156	153	153	88	151	100	100
143	161	143	149	109	128	112	137	144	96	103	146	145	130	155	92	143	100	100
101	107	102	111	57	67	62	88	101	42	72	87	85	79	104	90	101	100	100
120	100	110	117	74	75	72	123	127	33	86	80	106	83	98	105	120	100	100
108	103	105	114	62	69	66	100	110	38	76	84	92	81	101	94	108	100	100
125	132	124	120	83	96	89	118	127	63	89	113	119	105	125	93	125	100	100

Note : Ces indices ont été dérivés par division des PPA du tableau 3 par les taux de change correspondants. Voir aussi les notes du tableau 1.

INDICES DES PRIX INTERNATIONAUX ET PIB RÉEL PAR TÊTE

Indice des prix
internationaux

1980



l'on fait abstraction des coûts de transport), le prix d'achat d'un produit donné dans un pays plutôt que dans un autre est déterminé par le prix en vigueur dans chacun d'eux et le taux de change de leurs devises. Ainsi, ces indices de prix internationaux font, en principe, apparaître le coût relatif que comporte l'achat du même panier de biens et de services dans divers pays lorsque les fonds servant à cette acquisition se déplacent d'un pays à l'autre au taux de change en vigueur sur le marché. Dans la pratique, on calcule ces indices de prix internationaux en divisant les PPA par le taux de change : en d'autres termes, on convertit les prix en monnaie commune une fois les indices calculés, mais peu importe que cette opération intervienne avant ou après le traitement des observations de base sur les prix.

On observera que, tout comme les PPA correspondantes, les indices du tableau 6 sont *multilatéraux*, tous les pays étant traités de manière symétrique. Si les Etats-Unis servent de référence à ces indices, les prix ou la dépense de ce pays ne jouent aucun rôle particulier dans leur calcul, la méthodologie utilisée attribuant la même pondération aux prix et aux transactions, quel que soit, dans l'échantillon retenu, le pays intéressé.

Etant donné que l'on peut calculer des indices internationaux de prix pour tout ensemble déterminé de biens et de services, chaque catégorie de dépenses figurant au tableau 6 possède son indice distinct. Celui qui couvre le champ le plus large étant, bien entendu, celui du PIB dans son ensemble, il est commode de l'examiner en premier lieu. Si, comme le montre le tableau 6, les cinq pays dont le PIB réel par habitant est le plus faible – le Portugal, la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie – avaient tous, en **1980**, un indice international des prix se situant à un bas niveau, la situation était plus disparate dans les pays où le PIB réel par habitant est plus élevé, les indices des Etats-Unis et du Canada étant en fait bien plus bas que ceux de nombre d'autres pays de l'OCDE où le PIB réel par habitant est plus faible. C'est ce que montre encore plus nettement le graphique.

Il se trouve que **1980**, année retenue pour l'enquête sur les PPA effectuée par l'OCDE et Eurostat, est aussi celle où le dollar des Etats-Unis atteignait, sur le marché des changes, son cours le plus bas vis-à-vis de la plupart des autres devises. Entre **1971** et **1980**, il avait subi une dépréciation de quelque **40** pour cent vis-à-vis des plus fortes des devises européennes, alors qu'au cours des cinq années suivantes il doublait approximativement de valeur vis-à-vis de certaines d'entre elles. C'est pourquoi le niveau général des prix américains, comparé à celui des autres pays exprimé en dollars aux taux de change courants, était lui aussi à son minimum en **1980**. De ce point de vue, il est évident que **1980** ne constitue pas une année normale pour effectuer des comparaisons avec les Etats-Unis, point qu'il convient de garder présent à l'esprit dans l'interprétation des chiffres du tableau 6.

Le graphique permet de constater que, mis à part les États-Unis et le Canada, le niveau des prix présentait une corrélation assez forte avec le niveau réel du PIB par habitant en 1980. En fait, les États-Unis et le Canada constituaient des valeurs extrêmes, s'écartant considérablement de la relation assez étroite observée pour les 16 autres pays, ce que confirme le calcul de coefficients de corrélation entre le niveau des prix et celui du PIB réel par habitant. Si, pour l'ensemble des 18 pays étudiés le carré du coefficient de corrélation (r^2) est égal à 0.47, il s'élève à 0.86 après exclusion des États-Unis et du Canada, ce qui constitue un chiffre très fort pour une relation transversale. Le coefficient de corrélation très élevé obtenu après exclusion des États-Unis et du Canada corrobore une autre conclusion importante, à savoir que la relation observée n'est pas fortement tributaire du niveau des prix américains ou du taux de change du dollar. Au contraire, l'inclusion des États-Unis (et du Canada) aurait pour effet, en 1980, d'affaiblir une relation transversale qui, par ailleurs, est forte.

On pourrait de ce fait s'attendre à voir l'appréciation ultérieure du dollar renforcer la corrélation observée pour l'ensemble des 18 pays, ce qui est effectivement le cas. Les corrélations pertinentes, ainsi que les régressions correspondantes, figurent au tableau 7. Comme on l'indiquait ci-avant, on a calculé

Tableau 7. **Régression de l'indice international des prix du PIB sur le PIB réel par habitant**

Indices internationaux des prix ayant pour base les États-Unis = 100 ;
PIB réel par habitant en milliers de dollars

Coefficients estimés
(écarts-types)

	Non compris les États-Unis et le Canada			Y compris les États-Unis et le Canada		
	Constante	Pente	r^2	Constante	Pente	r^2
1980	32.8 (8.6)	9.2 (1.0)	0.86	54.4 (14.9)	6.2 (1.7)	0.47
1981	32.3 (8.1)	6.5 (0.9)	0.80	43.1 (9.1)	5.1 (0.9)	0.65
1982	34.1 (9.1)	4.8 (0.9)	0.67	35.0 (8.1)	4.7 (0.8)	0.70
1983	27.4 (8.7)	4.5 (0.8)	0.69	25.1 (7.9)	4.8 (0.7)	0.74
1984	26.8 (8.6)	3.7 (0.7)	0.64	22.5 (8.2)	4.2 (0.7)	0.70

les PPA et les indices correspondants des prix internationaux des années postérieures à **1980** en corrigeant les PPA de **1980** (année de référence) pour tenir compte des écarts de taux d'inflation observés à partir de **1980** dans les pays en cause [pour plus de détails, cf. Ward (**1985**)]. Le tableau **7** permet de constater une hausse sensible de r^2 pour l'ensemble des **18** pays entre **1980** et **1982-83**, période où la régression était quasiment identique, avec ou sans inclusion des Etats-Unis et du Canada.

A partir de **1980**, au fur et à mesure de l'appréciation du dollar, l'écart en points de pourcentage entre l'indice international des prix américains et la droite de régression calculée pour l'ensemble des **18** pays augmentait algébriquement comme suit, d'une année à l'autre :

1980	1981	1982	1983	1984
-25.6	-8.2	3.1	7.8	12.8

Il s'agit là d'écarts par rapport à la droite de régression figurant dans la partie droite du tableau 7. Toutefois, en **1980**, l'inclusion des Etats-Unis et du Canada provoquait un sensible abaissement de la droite en question : si on le calcule par différence entre l'indice effectif des Etats-Unis et celui qui résulterait de la régression établie pour les **16** autres pays (à l'exclusion des Etats-Unis et du Canada), cet écart atteint **-38.6** en **1980**. L'inclusion des Etats-Unis et du Canada ayant apparemment pour effet de masquer la relation transversale observée au cours de cette année, on peut affirmer que c'est l'écart par rapport à la régression calculée pour **16** pays qui mesure le mieux l'insuffisance du niveau des prix américains par rapport à celui qu'on aurait dû escompter en **1980**, le niveau effectif (soit **100**) ne représentant que **72** pour cent du niveau prévu (**138.6**). On peut donc soutenir que les prix américains, qui étaient en **1980** inférieurs de **28** pour cent à leur niveau escompté, le dépassaient de quelque **15** pour cent en **1984** (leur indice effectif, soit **100**, dépassant de **15** pour cent son niveau escompté, soit **87.2**). **1982** est l'année où l'indice effectif des prix américains se rapproche le plus du niveau que permet de prévoir la régression transversale calculée sur le plan international (pour l'ensemble des **18** pays). C'est donc l'année où le niveau des prix, aux Etats-Unis, se conformait plus ou moins à ce que faisaient escompter ces relations transversales, ce qui donnerait à penser que ce serait sans doute l'année récente qui se prêterait le mieux à un calcul de l'évolution du taux de change réel du dollar.

Le rapport examiné ci-dessus entre le niveau global des prix internationaux et le PIB réel par tête découle directement de celui qu'envisageait la section précédente, entre les prix relatifs des biens et des services et le PIB réel par habitant. On a constaté ce rapport dans le cas d'autres groupes de pays et de périodes plus

anciennes, et des explications théoriques en ont été proposées dans les ouvrages déjà cités, et notamment les études de Kravis et Lipsey (1973) et Marris (1984). Ainsi, les résultats ici présentés pour les pays de l'OCDE contribuent à corroborer l'existence d'une relation empirique, très générale et très persistante, entre les niveaux nationaux des prix et le PIB réel par habitant. Trois observations méritent d'être présentées. Tout d'abord, notre étude montre que cette relation n'est pas tributaire de comparaisons entre des cas extrêmes, ceux de pays développés et riches et ceux de pays pauvres en développement, situés en Asie, en Afrique ou ailleurs. En second lieu, elle ne dépend pas de manière cruciale de l'inclusion des Etats-Unis ou de l'évolution du taux de change du dollar. En troisième lieu, elle s'est montrée particulièrement robuste face aux écarts de taux d'inflation et aux fluctuations des taux de change qui caractérisaient la décennie écoulée.

L'explication classique de la relation entre niveau national des prix et PIB réel par habitant ne fait que généraliser celle qui avait déjà été avancée au sujet de l'écart de prix entre biens et services. Si l'on admet que la « loi du prix unique » s'applique, en ce sens que le prix des biens échangeables tend à être analogue dans tous les pays, les prix des services doivent varier en raison directe du PIB réel par habitant, ce qui entraîne pour le niveau général des prix une variation de même sens, quoique moins accusée que dans le cas des seuls services. Il convient, toutefois, de rappeler qu'on ne saurait assimiler la distinction entre biens échangeables et non-échangeables à celle qui est établie ici entre les biens et les services. Les échanges internationaux portent, dans une large mesure, sur des biens intermédiaires et des matières premières, qui n'apparaissent pas directement dans les statistiques relatives à la dépense finale. En outre, le prix que paient les acheteurs de biens de consommation ou d'équipement comprend normalement une marge importante, destinée à couvrir la distribution et les transports intérieurs, et peut-être d'autres services connexes. En fait, le prix d'achat est souvent de type composite, couvrant un panier de biens de services, comme dans le cas du traitement médical, d'un repas ou d'une chambre d'hôtel. C'est pourquoi la distinction que l'on a établie ici entre biens et services ne concorde pas avec celle qui sépare les biens échangeables de ceux qui ne le sont pas. Ainsi, même si la « loi du prix unique » s'appliquait réellement aux biens qui entrent dans les échanges, on devrait s'attendre à ne la voir s'appliquer que de manière atténuée aux prix effectivement payés pour la plupart des biens finals.

Les données recueillies par l'OCDE corroborent l'hypothèse esquissée ci-avant. Le tableau 8 fait apparaître des régressions des indices de prix internationaux sur le PIB réel par tête, distinctement sur les biens et les services. Pour ces derniers, la corrélation est systématiquement plus forte et la droite de régression plus pentue que dans le cas des biens. En 1980 et 1981, les résultats obtenus pour l'ensemble

Tableau 8. Régression des indices internationaux des prix sur le PIB réel par habitant

indices internationaux des prix ayant pour base
les États-Unis = 100 : PIB réel par habitant
en milliers de dollars

Coefficients estimés
(écarts-types)

	Non compris les États-Unis et le Canada			Y compris les États-Unis et le Canada		
	Constante	Pente	r ²	Constante	Pente	r ²
Biens						
1980	65.6 (10.4)	6.6 (1.2)	0.68	93.4 (18.8)	2.8 (2.1)	0.10
1981	52.1 (13.9)	5.5 (1.5)	0.54	80.1 (16.9)	2.1 (1.7)	0.10
1982	50.4 (13.1)	4.1 (1.3)	0.46	64.0 (13.6)	2.6 (1.3)	0.22
1983	42.3 (12.6)	3.9 (1.1)	0.55	54.5 (12.9)	2.7 (1.1)	0.34
Services						
1980	8.8 (11.7)	10.8 (1.4)	0.82	20.3 (12.2)	9.1 (1.3)	0.74
1981	23.4 (8.6)	6.7 (0.9)	0.82	23.0 (7.1)	6.8 (0.7)	0.86
1982	26.2 (7.4)	5.1 (0.7)	0.80	14.2 (9.7)	6.5 (0.9)	0.78
1983	21.5 (8.9)	4.7 (0.8)	0.78	-0.7 (15.5)	7.0 (1.3)	0.70
PIB						
1980	32.8 (8.6)	9.2 (1.0)	0.86	54.4 (14.9)	6.2 (1.7)	0.47
1981	34.7 (10.1)	6.3 (1.1)	0.75	50.7 (11.1)	4.4 (1.1)	0.53
1982	38.3 (9.9)	4.6 (1.0)	0.65	40.1 (8.6)	4.4 (0.8)	0.67
1983	33.2 (10.0)	4.2 (0.9)	0.69	29.8 (8.9)	4.5 (0.8)	0.75

Note : On ne dispose pas pour tous les pays des indices de prix nécessaires pour mettre à jour distinctement les PPA de 1980, en ce qui concerne les biens et les services. De ce fait, le nombre de pays couverts tombe de 18 en 1980 à 14 en 1983, de sorte que les régressions portant sur le PIB des années 1981-83 ne sont pas identiques à celles du tableau 7, qui couvrent pour chaque année l'ensemble des 18 pays.

des **18** pays, y compris les Etats-Unis et le Canada, ne font pratiquement apparaître aucune corrélation entre le PIB réel par habitant et les prix des biens, alors que cette corrélation est forte avec les prix des services, résultat qui est, bien entendu, celui que l'on escompterait dans la mesure où la « loi du prix unique » joue pour les biens, mais non pour les services. Cependant, comme on le suggérait plus haut, il ne faut peut-être pas attribuer trop d'importance aux résultats obtenus pour **1980** et incluant les Etats-Unis et le Canada, vu la faiblesse exceptionnelle du cours du dollar. Si en **1982** et **1983** la corrélation s'était quelque peu améliorée dans le cas des biens, devenant statistiquement significative, elle restait nettement plus forte pour les services, surtout en **1982**. Autre aspect intéressant des régressions portant sur les services, leur constante ne différait pas de zéro de manière significative en **1982** et **1983**, la variation de leurs prix étant dès lors grosso modo proportionnelle à celle du PIB réel par habitant. On peut donc conclure, de manière générale, que les résultats obtenus par l'OCDE corroborent nettement les explications évoquées plus haut au sujet de la relation couramment observée entre le niveau national des prix et le PIB réel par habitant.

V. NIVEAU DES PRIX, PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

Les relations envisagées dans la section qui précède impliquent que ce que l'on a appelé la « loi du prix unique » ne s'applique pas à la dépense intérieure finale, les prix des biens et des services qui la composent ne tendant nullement vers l'égalité lorsqu'on les convertit en unités monétaires communes au moyen des taux de change. Autrement dit, on n'observe pas de tendance systématique des taux de change à égaliser les PPA de la dépense finale. De manière générale, dans le cas de deux pays donnés, la probabilité d'un écart entre le taux de change et la PPA correspondante au niveau du PIB augmente à mesure que se creuse la différence de leurs PIB réels par habitant : lorsque celle-ci est appréciable, on peut être certain d'observer un niveau des prix plus élevé dans le plus riche des deux pays.

On remarquera que cette conclusion générale vaut pour deux pays et non pour un seul. Dans le cas d'un pays ou d'un type de pays déterminé, il peut être dangereux de se prononcer au sujet de la relation entre le taux de change et la PPA, car il faut alors faire des hypothèses, explicites ou implicites, au sujet du ou des autres pays en cause. Quelques exemples peuvent contribuer à éclairer cette question.

Le tableau ci-après fait apparaître le taux de change de certains couples de pays de l'OCDE, ainsi que la PPA estimée de leurs PIB, en **1983**.

Tableau 9. PPA et taux de change de certains couples de pays en 1983

	PPA des PIB	Taux de change (2)	(1)/(2) (Indice des prix du PIB)
États-Unis – Canada	1.14	1.23	93
France – Allemagne	0.367	0.335	110
Grèce – Espagne	1.44	1.63	88
France – Espagne	12.7	18.8	68
Allemagne – Grèce	24.0	34.5	70
Etats-Unis – Espagne	75.5	143.4	53

Si l'on considère des couples de pays dont le PIB réel par habitant n'est pas très différent, tels que la France et l'Allemagne, les Etats-Unis et le Canada ou la Grèce et l'Espagne, le taux de change, lui non plus, ne diffère guère de la PPA des PIB, l'écart étant de l'ordre de 10 pour cent. Si, toutefois, on regroupe les pays autrement, en associant la France avec l'Espagne, l'Allemagne avec la Grèce et les Etats-Unis avec l'Espagne, les écarts entre le taux de change et la PPA deviennent considérables, le niveau des prix du pays dont le PIB réel par tête est le plus bas se situant entre la moitié et les deux tiers de celui de l'autre. Ces résultats montrent bien que les écarts entre taux de change et PPA ne caractérisent pas comme tels des pays où le PIB réel par habitant est relativement fort ou faible, mais des couples de pays très dissemblables à cet égard.

Les informations portant sur les PPA ou le niveau des prix sont habituellement présentées en prenant pour base de comparaison les Etats-Unis, par suite de leur importance économique, du niveau élevé de leur PIB réel par habitant et du grand intérêt que suscite le cours du dollar. Cette convention a pour effet automatique de rendre la PPA des Etats-Unis égale au taux de change du dollar, tout en assurant une divergence maximale entre la PPA et le taux de change dans le cas des pays dont le PIB réel par habitant diffère le plus de celui des Etats-Unis, c'est-à-dire des pays les plus pauvres. On est ainsi amené à dire, en termes vagues, que l'écart entre la PPA et le taux de change atteint son maximum pour les pays dont le PIB réel par tête est le plus faible, idée inexacte et parfois tout à fait fautive. Cet écart ne caractérise nullement les pays pauvres : la preuve, c'est qu'il n'apparaît pas *lorsqu'on* les *compare* entre eux. Il ne se manifeste que dans le cas particulier *où* l'on compare un ensemble de pays relativement pauvres avec un pays très riche, tel que les Etats-Unis, ce dernier servant en outre de base à la comparaison. Ainsi, dans le cadre de l'OCDE, si l'on prenait comme base de comparaison, au lieu des Etats-Unis, un

pays tel que le Portugal ou la Grèce, la situation se trouverait inversée, l'écart entre la PPA et le taux de change atteignant son maximum pour les pays dont le PIB réel par habitant est le plus élevé, et notamment les Etats-Unis.

Sans vouloir trop s'étendre sur ce point, on observera que des malentendus analogues existent au sujet de la relation entre les PIB nominaux par habitant, calculés sur la base du taux de change et les PIB réels, calculés sur la base de la PPA. Lorsque ce sont les Etats-Unis qui servent de référence, leur PIB réel par habitant est automatiquement égal à leur PIB nominal, l'écart entre ces deux mesures atteignant son maximum pour les pays dont le PIB réel par habitant est le plus faible. Au plan mondial, le Projet de comparaison internationale des Nations Unies [Kravis, Heston et Summers (1982)] a donné lieu à de vives critiques, certains commentateurs en ayant tiré la conclusion que le PIB par habitant des pays en développement les plus pauvres avait dû être, dans un certain sens, grossièrement sous-estimé, ce que certains de ces pays envisagent avec beaucoup de déplaisir. S'il va sans dire que les résultats du PCI n'ont nullement cette signification, le simple fait que des malentendus aussi graves puissent se produire souligne l'importance des observations que nous avons présentées.

Etant donné qu'il faut bien prendre un pays comme base de comparaison et que la plupart des utilisateurs semblent préférer que ce rôle revienne aux Etats-Unis, il est intéressant, en conclusion de la présente section, d'examiner l'importance des écarts de prix entre ce pays et le reste de l'OCDE. A cette fin, on partira des indices de prix escomptés sur la base des régressions figurant au tableau 7, limitées à 16 pays pour 1980 et en englobant 18 pour les années ultérieures. Pour donner une idée des ordres de grandeur en cause, on se bornera à une partie de l'échantillon. Pour chaque année, on a recalculé le niveau escompté des indices internationaux de prix de manière à rendre égal à 100 celui des Etats-Unis.

Tableau 10. **Niveau escompté des indices de prix internationaux**
sur la base États-Unis = 100

	Portugal	Grèce	Espagne	Italie	Royaume- Uni	Japon	France	Alle- maane	États- Unis
Régression de 1980 (16 pays)	50	57	66	76	79	81	89	91	100
Régression de 1981	60	65	72	80	82	85	90	92	100
Régression de 1982	59	64	72	81	84	87	92	93	100
Régression de 1983	53	58	68	77	82	86	90	92	100
Régression de 1984	50	56	66	74	79	85	87	90	100

Bien que les coefficients des régressions figurant au tableau 7 varient en fonction des modifications que subit le niveau du PIB réel par habitant exprimé en dollars courants, les indices de prix que ces équations permettent d'escompter font apparaître des relations très stables, celles qui résultent de la régression qui regroupe l'ensemble des 18 pays en 1984 étant notamment très proches de celles que l'on tirait de la régression à 16 pays pour 1980.

Les résultats repris au tableau 10 sont très simples à interpréter. Dans le cas d'un pays tel que le Portugal, dont le PIB réel par habitant représentait en 1984 le tiers environ de celui des Etats-Unis, on peut escompter un niveau des prix égal, ou légèrement supérieur, à la moitié du niveau américain. Pour un pays tel que l'Espagne, où le PIB réel par habitant représentait quelque 55 pour cent de celui des Etats-Unis, le niveau des prix escompté est de l'ordre des deux tiers. Dans un pays comme la France ou le Japon, où le PIB réel par habitant se situe aux environs de 80 pour cent de celui des Etats-Unis, on escompte un niveau des prix inférieur de 10 à 15 pour cent.

Ces pourcentages constituent également le correctif qu'il convient d'appliquer pour déduire le taux de change de la PPA des PIB. Si l'on prend comme base de référence le pays dont le PIB réel par habitant est le plus élevé, il faut toujours corriger en hausse les PPA, d'un montant qui varie selon le PIB réel par habitant du pays envisagé. Ainsi, dans le cas d'un pays dont le PIB réel par habitant se situe au niveau de celui de la France, il faut augmenter d'environ 15 pour cent la PPA des PIB vis-à-vis des Etats-Unis. Pour un pays dont le produit réel par habitant est celui de l'Espagne, cette correction doit être de l'ordre de 50 pour cent etc.

Si l'on a évité de présenter les relations ci-dessus de manière très systématique, c'est pour ne pas donner l'impression qu'il existerait des liens étroits entre les PPA et les taux de change. Il va de soi que ces derniers sont également tributaires de tout un ensemble de facteurs que l'on n'a pas envisagés ici : toute relation entre les PPA et les taux de change ne peut donc être qu'assez lâche. En tout état de cause, il faudra peut-être réviser par la suite les PPA estimées pour les années les plus récentes, et certaines des données sur lesquelles se fondent ces relations risquent d'être moins fiables qu'on ne le souhaiterait. Dans la présente étude, on a exploité au maximum les informations résultant de l'enquête sur les PPA de 1980 ; comme on l'a déjà relevé, il est peut-être prudent d'attendre les résultats de la nouvelle enquête menée par Eurostat et l'OCDE au sujet de l'année 1985 avant de pousser l'analyse plus loin.

CONCLUSIONS

Les données résultant de l'enquête de l'OCDE sur les PPA de 1980 indiquent que le niveau des prix de la dépense finale fait apparaître des différences importantes entre les pays de l'OCDE lorsque les prix nationaux sont convertis en unités monétaires communes aux taux de change du marché. Le niveau national des prix tendant à s'élever en raison directe du PIB réel par habitant, ces écarts atteignent leur maximum entre les pays qui se situent aux deux extrêmes de l'échelle des revenus. Ces résultats, qui corroborent ceux qui avaient été obtenus pour d'autres groupes de pays et des périodes différentes, donnent à penser qu'il existe entre le niveau des prix et le PIB réel par habitant une relation générale et remarquablement stable, en dépit des écarts de taux d'inflation et des fluctuations des taux de change.

Ces écarts des niveaux de prix impliquent que, lorsqu'on convertit la dépense ou le produit de divers pays en unités monétaires communes au moyen des taux de change, les différences qui en résultent, dans des statistiques comparatives d'usage courant telles que le PIB par habitant, risquent de correspondre à des écarts de prix autant que de volume. On ne saurait donc utiliser des données ainsi calculées comme si elles ne mesuraient que des différences réelles : pour procéder à de véritables comparaisons en volume, il faut se servir des prix collectés lors d'enquêtes sur les PPA pour calculer, sur le plan international, des résultats aux prix constants. L'une des principales raisons qui avaient conduit au lancement de l'enquête sur les PPA était de rendre possible de telles mesures de volume, pour permettre la comparaison des productivités ou des niveaux de vie d'un pays à l'autre. Il est désormais prouvé de manière absolument convaincante que des données converties à l'aide des taux de change ne sauraient servir à des comparaisons de volumes, bien que de nombreuses instances continuent à procéder de cette manière.

La structure des prix relatifs varie beaucoup, elle aussi, selon les pays : si l'on observe un niveau des prix élevé dans les pays à fort revenu, c'est parce que les services, y compris ceux des administrations publiques, y sont relativement plus chers. Les prix des services sont fortement corrélés avec le PIB réel par habitant, auquel ils sont plus ou moins proportionnels, tandis que pour les prix des biens cette corrélation tend à être beaucoup plus faible. On pouvait s'attendre à voir de moindres écarts entre pays pour ce qui est des prix des biens, ces derniers étant en général plus facilement échangeables que les services.

Si le niveau des prix diffère de manière importante selon les pays, c'est du fait qu'en général les PPA de la dépense finale diffèrent du taux de change. Qui plus est, on ne saurait considérer ces écarts comme des aberrations temporaires, les

différences étant, au contraire, persistantes et universelles. Empiriquement, les PPA des pays et les taux de change se trouvent dans un rapport très simple : pour tout couple de pays, la probabilité d'un écart entre ces deux variables augmente fortement en raison directe de la différence de leur PIB réel par habitant. Lorsque ces pays ont des PIB par habitant analogues, leur taux de change tend à se rapprocher de leur PPA, mais lorsqu'on compare des pays de l'OCDE tels que l'Allemagne et la Grèce, ou les Etats-Unis et le Portugal, la divergence entre la PPA et le taux de change a des chances d'être appréciable.

BIBLIOGRAPHIE

- Balassa, B., (1964) « The purchasing power parity doctrine: a reappraisal », *Journal of Political Economy*, vol. 72, (décembre), pp. 584-596.
- Bhagwati, J.N., (1984) « Why are services cheaper in poor countries? », *Economic Journal*, Vol. 94 (juillet), pp. 279-286.
- Eurostat, (1983), *Comparaison en valeurs réelles des agrégats du SEC, 1980*, (Office Statistique des Communautés européennes, Luxembourg).
- Harrod, R.F. (1933), *International Economics*, Cambridge Economic Handbooks (London, Nisbet and C.V.P.).
- Hill, T.P. (1977), « On goods and services », *The Review of Income and Wealth*, (Series 23, No. 4, décembre), pp. 315-339.
- Kravis, I.B., Heston, A. et Summers, R., (1982), « The share of services in economic growth », *Global Econometrics: Essays in Honor of Laurence R. Klein*, ed. F.G. Adams et B. Hickman, (Cambridge M.I.T. Press).
- Kravis, I.B., Heston, A. et Summers, R., (1982). *World Product and Income: International Comparison of Real Gross Product*, (publié pour la Banque mondiale par Johns Hopkins Univ. Press).
- Kravis, I.B., et Lipsey, R., (1983), "Towards an explanation of national price levels", *Princeton Studies in International Finance*, No. 52.
- Kravis, I.B., (1984), ((Comparative studies of national incomes and prices), *Journal of Economic Literature*, (Vol. XXII, mars), pp. 1-39.
- Marris, R. (1984), « Comparing the incomes of nations: a critique of the international comparison project », *Journal of Economic Literature*, (Vol. XXII, mars), pp. 40-57.
- Samuelson, P.A., (1964), « Theoretical notes on trade problems », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 46, (mai), pp. 145-154.
- Samuelson, P.A., (1984), « Second thoughts on analytical income comparisons », *Economic Journal*, vol. 94, (juin), pp. 267-278.
- Ward, M. (1985). *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles dans les pays de l'OCDE* (OCDE, Paris).
-